TMJ.-
REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 88-520 du 29 Décembre 1988

portant création d'un Comité
Technique chargé de faire le
point des biens meubles et
immeubles confisqués sur les
Exilés Volontaires.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHIEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU
CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

- VU l'ordonnance N° 77-32 du 9 Septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin et les Lois Constitutionnelles qui l'ont modifiée ;
- VU le décret N° 88-315 du 29 Juillet 1988 portant composition du Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent ;
- LE Comité Permanent du Conseil Exécutif National entendu en sa séance du 1er Décembre 1988,

DECRETE :

Article 1er.- Il est créé un Comité Technique chargé de faire le point des biens meubles et immeubles confisqués sur les Exilés Volontaires.

Article 2.- Le Comité est composé comme suit :

Président : le Ministre Délégué auprès du Président de la République, Chargé de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de l'Administration Territoriale ou son représentant

- Membres : - le Ministre des Finances ou son représentant
- le Ministre de l'Equipement et des Transports ou son représentant
 - le Ministre du Travail et des Affaires Sociales ou son représentant
 - le Ministre du Développement Rural et de l'Action Coopérative ou son représentant
 - le Ministre de la Justice, Chargé de l'Inspection des Entreprises Publiques et Semi-Publiques ou son représentant.

.../...

Article 3.- Le Comité à pour mission :

- de prendre en main le dossier des biens meubles et immeubles saisis sur les Exilés Volontaires et de visiter lesdits biens ;
- de dresser la liste de ces biens en faisant ressortir distinctement :
 - * les biens meubles
 - * les immeubles, en distinguant les terrains nus à bâtir, les terrains de culture, les villas à usage de logement avec leur utilisation, les bâtiments pouvant abriter des services, les bâtiments habités par les épouses et parents des exilés volontaires ;
- de faire la lumière sur les loyers versés par les locataires des immeubles saisis et mis en location et sur le compte où sont domiciliés ces loyers ;
- de faire la lumière sur les cas spécifiques de l'immeuble ayant appartenu au Camarade Bruno AMOUSSOU en précisant la destination donnée aux frais de location depuis la saisie de l'immeuble, et du bâtiment ayant appartenu au Camarade Amadou SOUMA dit Baba Kinnin affecté à la Caisse Nationale de Crédit Agricole (CNCA) ;
- proposer pour l'avenir, le mode et la structure de gestion des immeubles saisis.

Article 4.- Le Comité peut faire appel ou requérir toute personne dont la contribution ou la compétence lui paraît nécessaire pour l'accomplissement de sa mission.

Article 5.- Le Comité qui doit travailler sans désemparer, devra rendre compte au Conseil Exécutif National des résultats de ces travaux le 15 Février 1989 avec des propositions concrètes en ce qui concerne la destination à donner aux immeubles.

Fait à COTONOU, le 29 Décembre 1988

par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Président du Conseil
Exécutif National,

Mathieu KEREKOU

Ampliations : PR 6 SA/CC/PRPB 4 CP/ANR 4 CPC 2 PPC 2 SGCEN 4
Président et membres du Comité 10.-